

**Finance** Les autorités monétaires envisagent avec le Congrès de créer une gigantesque structure de défaillance

# Le plan des pouvoirs publics américains rassure les marchés

C'est dans l'euphorie que les marchés ont accueilli, vendredi matin 19 septembre, la décision des pouvoirs publics américains de mettre en place un gigantesque plan destiné à assainir les bilans des banques, comme ils l'avaient fait à la fin des années 1980 pour sauver les caisses d'épargne.

A l'ouverture, la Bourse de Paris gagnait 5,47 %, Francfort 3,94 %. La Bourse suisse progressait de 5,36 %. Quant à la Bourse de Moscou, fermée depuis trois jours en raison de la trop forte baisse des cours, elle bondissait de plus de 17 %. Un peu plus tôt, les places asiatiques avaient, elles aussi, terminé en très forte hausse (+ 9,46 % à Shanghai, 3,76 % à Tokyo).

C'est dans la nuit de jeudi à vendredi que face à l'aggravation de la crise issue des subprimes, l'administration Bush avait annoncé qu'elle envisageait de créer une structure de cantonnement de l'ensemble des actifs à risques inscrits au bilan des banques américaines.

L'idée d'un tel projet avait été évoquée dès l'automne 2007, mais elle avait été très mal accueillie par les milieux financiers, qui s'étaient inquiétés de la création d'une tel « bad bank », assimilée à une poubelle.

Ni la nationalisation, mardi, du géant de l'assurance AIG, dont la faillite menaçait d'écroulement le système financier mondial, ni le renflouement, dix jours plus tôt, des deux piliers du refinancement hypothécaire, Freddie Mac et Fannie Mae, n'avaient en effet permis de rétablir la confiance.

Consentir qu'il fallait frapper plus fort, et s'attaquer aux racines du mal, le Trésor américain et la Réserve fédérale (Fed) ont donc décidé de soumettre au Congrès l'idée d'une prise en charge publique des créances douteuses, « toxiques », du secteur bancaire. Ils ont annoncé l'ouverture de discussions en ce sens avec les responsables du Sénat et de la Chambre.

Cela revient « à s'attaquer au problème des actifs non liquides dans les bilans des banques, qui sont la source profonde des tensions actuelles dans nos institutions financières et sur les marchés financiers », a expliqué un porte-parole du Trésor.

« Nous avons hâte de travailler en étroite collaboration avec le Congrès pour résoudre cette crise financière et remettre notre économie en mouvement », a déclaré Ben Bernanke, le président de la Fed, en

levant un coin du voile. Les travaux devaient s'engager dès le week-end.

Un peu plus tôt dans la journée, le président américain George Bush avait assuré que son gouvernement prendrait les mesures nécessaires pour restaurer la confiance perdue des investisseurs et au-delà, la stabilité du système financier.

Ce type de structure avait déjà été expérimenté aux Etats-Unis lors de la crise des caisses d'épargne américaines à la fin des années 1980. La mise en place de la Résolution Trust corporation (RTC), une structure à financement public, avait permis de solder la plus grave crise financière de leur histoire.

La RTC avait été chargée de reprendre aux caisses d'épargne leurs actifs douteux. Pendant ses sept années de fonctionnement, elle avait placé sous sa tutelle 747 caisses d'épargne et avait géré 394 milliards de dollars d'actifs. Au total, les pertes pour les finances publiques s'étaient élevées à 75 milliards de dollars.

Dans le cas de la crise des subprimes, les montants en jeu risquent d'être beaucoup plus élevés. Au-delà des difficultés techniques que présente l'élaboration d'un tel plan, c'est la taille même de la structure qui risque de poser problème. Comment le budget américain sera-t-il

en mesure d'absorber ce choc ? Le crédit du Trésor américain ne risque-t-il pas d'en être affecté, avec tous les problèmes que cela pourrait poser en termes de financement des comptes extérieurs pour les Etats-Unis ?

D'autres questions se posent. Combien de temps faudrait-il pour venir à bout des actifs toxiques portés par les banques ? Quels actifs y mettre ? Comment seraient-ils vendus ?

Malgré toutes ces zones d'ombre et ces incertitudes, les marchés sont soulagés. Les titres des banques, qui avaient plongé au cours des dernières séances, s'envolaient vendredi matin sur les places boursières. A Zurich, l'action d'UBS, dont on disait qu'elle aurait pu être la prochaine victime de la crise des subprimes, gagnait plus de 32 % à l'ouverture des transactions, celle du Crédit Suisse 13 %. A Madrid, l'action de Santander, première banque espagnole, progressait de 8,44 %, BBVA de 9,03 %, Banco Popular de 17,33 %. A Paris, enfin, BNP gagnait 9,74 % et la Société générale 12,73 %.

Cette embellie est-elle durable ? Les analystes s'interrogent maintenant, même si la crise financière s'apaise, sur les conséquences pour l'économie réelle de l'ouragan qui vient de balayer le système financier mondial. ■

PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS  
ET ANNE MICHEL

## Nicolas Sarkozy cherche à imposer une vision franco-européenne

REFAIRE avec la crise financière ce qu'il a fait avec la crise géorgienne pendant l'été. Nicolas Sarkozy rêverait d'imposer ses vues en Europe et face aux Américains, alors que les banques d'affaires de Wall Street disparaissent. Mais les marges de manœuvre sont beaucoup plus faibles en finance qu'en diplomatie. Pour ne pas créer de panique, les grands argentiers ne pipent mot, laissant la Banque centrale européenne (BCE) gérer la crise en injectant massivement des liquidités. Aucun conseil exceptionnel des ministres des finances n'a été convoqué, ni par la ministre française Christine Lagarde ni par le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe.

M. Sarkozy estime qu'il y a une opportunité politique à saisir. Le président est à la pêche aux idées, qu'il compte exposer au plus tard lors de son discours de Toulon jeudi 25 septembre. Il espère en trouver à New York, où il se rend dès

samedi, pour un week-end privé avant l'assemblée générale des Nations unies. Il espère rencontrer notamment le secrétaire au Trésor Henry Paulson et le président du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn.

A Paris, le président de la République a demandé à tous les services (Bercy, Banque de France, Commission bancaire...) de faire des propositions.

Il veut avancer toute une série de mesures pour mieux réguler la finance mondiale et en faire un sujet majeur de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement mi octobre. Dès le 10 septembre, M. Sarkozy a envoyé au président de la Commission européenne José Manuel Barroso une lettre où il demande à ce que le conseil écon soit « informé régulièrement et sans concessions de la situation des marchés internationaux, notamment des risques de bulles financières ». Aveu que les responsables politiques n'ont aucune prise sur les institutions financières. Sur-



tout, le président demande un assouplissement de la règle comptable mondiale qui exige de valoriser les actifs des banques à leur valeur de marché. Celle-ci a un effet pervers : lorsque les Bourses s'effondrent, la valeur des actifs des banques suit et il faut les recapitaliser. « Un durcissement aveugle des normes ou une prolifération des règles ne serait pas une réponse », écrit M. Sarkozy, qui craint que cette règle ne conduise à « une vision à court terme en défaveur de l'épargne et du financement à long terme des entreprises et des ménages ». Cette proposition suscite des doutes à Bercy : les Français lanceraient en pleine crise le signal qu'ils veulent s'affranchir des règles prudentielles.

Le président revient sur sa demande de surveiller les agences de notation. Mais l'enjeu décisif résiderait dans la création d'une Commission bancaire européenne pour superviser les établissements. Pour le moment les Européens n'en veulent pas. M. Sarkozy se contente

d'estimer qu'« il faut trouver le bon équilibre entre compétences nationales et renforcement de la coopération européenne ».

Les Européens ont fait par le passé des simulations de faillites bancaires. Mais ils constatent qu'ils ne sont pas armés pour se coordonner réellement en cas de défaillance d'un établissement gigantesque, implantés dans plusieurs pays.

A court terme, l'Etat français interviendrait immédiatement si un établissement financier faisant courir un risque systémique à la place de Paris en défaut. Certains voient toutefois dans la crise américaine une opportunité. La défaillance de l'assureur américain AIG n'est pas si défavorable aux géants européens de l'assurance que sont Axa et Generali. La fin des banques d'affaires de Wall Street peut marquer la montée en puissance des grandes banques de dépôt européennes... à condition que la crise soit endiguée. ■

ARNAUD LEPARMENTIER ET A. MI.